

Le Point

Publicité

Réservé aux abonnés

Présidentielle : une campagne « quoi qu'il en coûte »

Les candidats multiplient les cadeaux destinés à amadouer leur électorat. Le déficit et la dette ne comptent plus. Une campagne à coups de milliards d'euros.



Par Marc Vignaud



Publié le 09/03/2022 à 11h53



n France, le sérieux budgétaire des programmes n'a jamais été la préoccupation essentielle des candidats. Mais là, on sort de deux ans de “quoi qu'il en coûte” qui a donné « **E** l'impression que l'endettement peut être illimité. » L'ancien magistrat de la Cour des comptes François Ecalte est un peu désabusé. Lui, qui a passé sa carrière à ausculter les finances publiques et tient un site Web de référence sur le sujet, voit « clairement un changement d'ambiance ». « Il y a cinq ou dix ans, les candidats faisaient davantage semblant de vouloir réduire le déficit et la dette même s'ils n'étaient pas tellement plus sérieux. » Aujourd'hui, c'est un peu à qui fera le plus de promesses coûteuses. À droite, et surtout à la droite extrême, c'est la course aux baisses d'impôts, malgré la dette record du pays, qui devrait avoir augmenté de 97,5 % du PIB en 2019 à environ 113 % fin 2021 pour faire face à la crise sanitaire. À gauche, c'est la vanne des dépenses publiques qui est grande ouverte. On prévoit de dépenser sans compter – toujours au nom de nobles objectifs, comme l'égalité, la lutte contre la pauvreté ou pour la transition écologique – en espérant que les impôts et les taxes sur les riches et les grandes entreprises suffiront à combler des annonces vertigineuses. À défaut, c'est la dette qui ne serait pas entièrement assumée.

La candidate du PS, Anne Hidalgo, a par exemple promis de « doubler le salaire des profs ». Une facture colossale. François Ecalte l'a évaluée à « 35 milliards d'euros par an, hors cotisations de l'État employeur », en régime de croisière. Une proposition jugée tellement peu réaliste que même Mélenchon s'en est moqué sur Twitter...

Jean-Luc Mélenchon 
@JLMelenchon 

Rock & Roll [#Hidalgo](#): Elle veut doubler «et même +» le salaire des enseignants. Ca fait +60 milliards par an! Hum. Moi, je préfère satisfaire les demandes des syndicats enseignants. Et mettre le paquet sur les créations de postes. Le PS a aussi perdu sa «culture de gouvernement»?

5:46 PM · 10 sept. 2021 

 1,6 k  Répondre  Copier le lien du Tweet

[Lire 369 réponses](#)

Pourtant, au candidat de La France insoumise, rien d'impossible. Tout simplement parce qu'il dit « refuser le chantage à la dette publique ». Son programme, L'Avenir en commun, prévoit d'« exiger de l'Union européenne » qu'elle transforme la dette publique, achetée par la Banque centrale européenne (BCE) pendant la crise sanitaire pour faciliter le financement des États, en « dette perpétuelle à taux nul ». Surtout, il fera racheter la dette publique qui circule sur les marchés financiers par la BCE... L'autre solution de Mélenchon pour financer son programme tient en quelques mots : taxer les riches et le « capital ». Autrement dit, les entreprises. Les grandes, évidemment. Les entreprises doivent s'attendre à une hausse importante du coût du travail, avec la suppression du CICE de François Hollande (transformé depuis en diminution de cotisations sociales) ou du crédit d'impôt recherche. Un choc de compétitivité à l'envers auquel il faudra ajouter l'augmentation du salaire minimum à 1 400 euros net par mois. « La hausse du smic de 15 % pose un problème. Dans certains secteurs, il n'y a pas de marge de manœuvre », regrette pourtant un responsable syndical, sous le couvert de l'anonymat. En échange, Mélenchon promet un plan de transition écologique de 200 milliards d'euros, ce qui nourrira indéniablement l'économie, ou serait encore une « garantie d'emploi » pour les chômeurs de longue durée dans les « secteurs d'urgence ». Le tout assorti d'une baisse du temps de travail par le biais du retour de la retraite à 60 ans et d'une sixième semaine de congés payés.

Yannick Jadot, lui, veut embaucher 200 000 agents publics supplémentaires dans un pays qui en compte déjà 5,6 millions. Le candidat écologiste chiffre ses dépenses nouvelles à 70 milliards d'euros, plus 25 milliards d'investissements financés, notamment, par un « ISF climatique » qui dégagerait 15 à 20 milliards, plus de trois fois plus que l'ancienne moulture. Une mesure « complètement délirante », considère François Ecalle.

À LIRE AUSSI

Delhommais – La fête (monétaire) est finie

À l'autre extrême de l'échiquier politique, Éric Zemmour prévoit, au bas mot, 30 milliards de diminution des « impôts de production », ces prélèvements qui pèsent sur les entreprises même lorsqu'elles ne dégagent pas de profit. Une baisse de la pression fiscale qui semble nécessaire, mais coûterait très cher aux finances publiques. « L'équation est compliquée pour poursuivre l'amélioration de la compétitivité, car la France avait une situation de finances publiques très dégradée dès avant la crise sanitaire, avec un des déficits les plus creusés de la zone euro », reconnaît Emmanuel Jessua, le directeur des études de Rexecode, un institut économique pourtant favorable à une diminution des impôts de production. Il faudra aussi remplacer les recettes perdues pour les collectivités locales, ce qui promet une belle bataille avec les associations d'élus locaux...

Carnet de chèques à tous les étages

Surtout, le candidat anti-immigration rajoute des promesses à gogo, comme une diminution de CSG jusqu'à 2 000 euros de rémunération, un souhait chiffré à 15 milliards, afin d'augmenter les salaires en net. La suppression des droits de succession sur les transmissions d'entreprises coûtera, elle, plus de 3 milliards, selon une estimation du Conseil d'analyse économique. Côté dépenses, il promet une augmentation de 20 milliards du budget de l'armée. Pour financer tout cela, les sources d'économies sont finalement assez limitées. Il y a bien la réforme des retraites avec le décalage de l'âge légal à 64 ans ou encore la promesse d'interdire aux étrangers (sauf les ressortissants de l'Union européenne) de toucher les prestations de solidarité non contributives, dont le RSA, les APL, le minimum vieillesse ou les allocations familiales. Une mesure censée rapporter 20 milliards par an aux finances publiques. Sauf que cette évaluation ne repose sur aucun élément fiable. Selon les chiffres communiqués au *Point* par la Caisse nationale des allocations familiales, 10 % des foyers comprenant des ressortissants étrangers perçoivent ces prestations, dont les aides au logement, l'allocation aux adultes handicapés et ses compléments, le RSA et la prime d'activité. Ils touchent au total 13 % de l'enveloppe de 70 milliards d'euros (hors allocation de rentrée scolaire). Soit seulement 9 milliards, ressortissants de l'UE compris !

Soucieuse de rassurer les Français par rapport à son projet de 2017, Marine Le Pen, quant à elle, ne propose plus de sortir de l'euro. « Oui, une dette doit être remboursée. Il y a là un aspect moral essentiel », a-t-elle écrit dans une tribune à *L'Opinion*. Malgré tout, on voit mal comment la candidate du RN pourra reprendre le contrôle de la dette avec son catalogue de mesures. Alors que la réforme des retraites est un des leviers les plus efficaces pour faire des économies et permet, surtout, de conforter le modèle social français en augmentant le taux d'emploi de la population, la candidate du RN promet de ne pas toucher à l'âge légal de départ... Elle veut même annuler l'allongement de la durée de cotisation à quarante-trois ans pour tout le monde et revenir à la retraite à 60 ans avec quarante ans de cotisation pour les personnes ayant commencé à travailler tôt. Ce qui coûterait, de son propre aveu, 9,5 milliards par an. Marine Le Pen assure pourtant qu'il y aura de nombreuses baisses d'impôts, comme la TVA sur l'énergie (12 milliards) et les impôts de production pour les PME (une dizaine de milliards). Sans compter sa nationalisation des autoroutes (comme Anne Hidalgo, Jean-Luc Mélenchon ou encore Fabien Roussel), dont les concessions au secteur privé arrivent à terme entre 2031 et 2036, selon les portions, afin de diminuer les tarifs des péages. Si le chiffrage de la facture pour le contribuable s'avère délicat, celle-ci devrait se monter à plusieurs dizaines de milliards d'euros. Somme à laquelle il faudra ajouter le manque à gagner pour l'État en raison de cette diminution...

200 000 fonctionnaires en moins, vraiment ?

Valérie Pécresse est la seule à prendre un engagement clair en faveur de la réduction de la dette. Elle vise à la ramener à 100 % du PIB dès 2027. Un objectif très ambitieux... Trop ? Le programme de la candidate LR est moins dispendieux que les autres, même si celle-ci n'est pas avare en baisse d'impôts. Il est surtout assorti de promesses de réformes assez raides, comme le décalage de l'âge minimal de départ à la retraite à 65 ans, censées dégager des économies substantielles. À condition, bien sûr, qu'elles soient menées à bien... « Quand elle prétend supprimer 200 000 postes de fonctionnaires uniquement dans l'administration administrante, cela n'est plus crédible », prévient François Ecalle. Les administrations centrales ne représentent qu'une toute petite partie de l'emploi public, environ 10 %, ou un peu plus de 550 000 postes. Il faudrait donc en sabrer près de 40 % !

À peine entré en campagne, Emmanuel Macron a de son côté a promis une suppression de la redevance télé qui va profiter à tous les Français, y compris les plus aisés. Facture ? 3,2 milliards d'euros, alors qu'il suggère qu'il veut aussi diminuer les impôts de production des entreprises et protéger les plus modestes contre l'envolée des prix des carburants à la pompe...

Une telle campagne où l'argent magique coule à flots « contribue à décrédibiliser la parole publique », regrette François Ecalle. Sa crainte ? « Qu'on laisse filer le déficit et la dette un certain temps, car la corde de rappel des règles budgétaires européennes ne tient plus à rien. » À terme, il craint « un éclatement de la zone euro causé par de petits pays d'Europe du Nord qui en auront marre de payer pour les retraites de la France et de l'Italie ».

À LIRE AUSSI

Emmanuel Macron dévoile les grandes réformes d'un second mandat

LA RÉDACTION VOUS CONSEILLE

- [50 milliards de fraude sociale ? La genèse d'un mythe](#)
- [Présidentielle : 12 candidats s'élancent dans la course à l'Élysée](#)
- [Guerre en Ukraine : la zone euro face à face avec la « stagflation »](#)
- [Coignard – Suppression de la redevance télé : comme un air de bricolage](#)
- [Valérie Pécresse, la candidate des réformes différées de la droite](#)
- [« Macron, c'est un centriste libéral, Pécresse, c'est une centriste autoritaire »](#)

ECONOMIE

POLITIQUE

PRÉSIDENTIELLE 2022

Par Michel Bellavance le 10/03/2022 à 16:42

Présidentielle : Une campagne...

Les candidats et candidates sont sensiblement tous les mêmes : ils sont toujours prêts à augmenter la dépense publique, puisque, il ne s'agit pas de leurs propres fonds. Ils n'hésitent pas, non plus, à défaire de la main gauche ce que la droite s'apprête à faire. Beaucoup de gouvernements disposent cependant d'un Conseil économique et social --ou l'équivalent--qui pourrait les aider à baliser, pour ainsi dire, leurs propositions en les évaluant pour ce qu'elles sont, mais cette institution est, la plupart du temps, asservie et se borne à ne pas déplaire aux élu (e) s. Que peut-on en conclure sinon que nos démocraties sont loin d'être à la hauteur des aspirations des électeurs qui s'y connaissent et ont une expérience démontrée en matière de gestion des finances publiques. Ce dernier constat est, par ailleurs, "irrelevant" puisque la démocratie sera toujours un régime politique imparfait... Mais, malgré tout, le moins imparfait des régimes politiques existants.

Par Papyboss le 10/03/2022 à 08:17

Une constatation qui vaut son pesant d'or.

La meilleure gestion de l'état dans cette campagne présidentielle occultée est présentée par madame Valérie Pécresse. Il est important de le mentionner tant le mutisme plus ou moins imposé des médias en fait abstraction. Cette volonté de saborder la campagne de madame Pécresse est tellement énorme que cela commence à être indécent. Ce n'est pas une oratrice. Mais on a constaté depuis longtemps que les beaux parleurs ne sont pas les bons faiseurs. Depuis bientôt 10 ans nous en avons des exemples tous les jours avec notre président mystificateur et son porte parole. Je n'ose parler de la majorité godillot qui répète en permanence la bonne parole décidée par le chef de groupe, tous sans exception à la virgule près.

Par Dameblanche le 10/03/2022 à 03:34

Quand on pense...

... Que notre gouvernement avait naguère la ferme intention de prélever 5 euros (!) sur les A. P. L. Des étudiants...